

SUISSE

Déclaration écrite
Marie-Gabrielle Ineichen-Fleisch, Secrétaire d'État
Au nom de la Confédération helvétique

La pandémie de la COVID-19 a profondément changé nos vies et affecté la BERD et ses pays d'opérations de multiples manières. L'incertitude concernant la durée et l'impact de la crise de la COVID-19 risque de se prolonger un certain temps. C'est dans ce contexte qu'a été élaboré le Cadre stratégique et capitalistique (CSC) 2021-25, destiné à donner à la Banque les moyens de relever les défis qui pourraient l'attendre.

Je pense que le CSC 2021-25 **accorde une souplesse suffisante et fixe les bonnes priorités** pour permettre à la Banque de répondre aux besoins de ses pays d'opérations actuels au cours des cinq prochaines années. Les six éléments suivants sont particulièrement importants aux yeux de la Suisse :

- **Reconstruire en mieux** : tel doit être le principe directeur de l'action de la Banque au cours des prochaines années. Pour aider ses pays d'opérations à relever ce défi, la Banque doit traduire dans la réalité les grands thèmes stratégiques du CSC : promotion de la transition vers une économie verte, économie faiblement carbonée, égalité des chances et numérisation. Concernant la transition verte, je note en particulier avec satisfaction les objectifs ambitieux fixés au titre de TEV 2.1, prévoyant une approche par phases de l'alignement des opérations de la Banque avec les dispositions de l'Accord de Paris et l'adoption d'un seuil minimum de réduction des émissions nettes de gaz à effet de serre.
- J'estime également que, forte des priorités stratégiques définies dans le CSC, la Banque est à même de contribuer de façon sensible à la **création d'emplois** ; plus que jamais, la BERD va devoir élargir sa démarche, afin d'aider ses partenaires à gérer les implications sociales de la transition, ainsi que l'impact à plus long terme du coronavirus sur les différents secteurs d'activité. Ce thème est appelé à prendre de l'importance dans le cadre de la reprise après la crise.
- Il est absolument fondamental que les banques multilatérales de développement (BMD) travaillent en tant que **système coordonné**, en profitant au mieux de leurs avantages comparés. Je me réjouis par conséquent de l'accent mis par le CSC sur le mandat de la Banque en faveur du secteur privé.
- La demande de soutien de la BERD sera certainement forte dans tous les pays d'opérations. La Banque doit toutefois appliquer les **priorités régionales** prévues par le CSC et privilégier l'action auprès des pays moins avancés dans la transition, et notamment les pays aux premiers stades de la transition, l'Ouest des Balkans et la région SEMED.
- Concernant les instruments destinés à la mise en œuvre du CSC, j'appuie la volonté de la Banque de renforcer la **mobilisation du secteur privé**, élément essentiel à la réalisation des objectifs de développement durable (ODD). J'attends également beaucoup du renforcement du **système de gestion des résultats de la Banque**, en particulier de la vérification *ex post* des résultats.
- Le **capital** projeté est jugé satisfaisant pour la période 2021-25. J'aimerais insister sur le fait que, pour la Suisse, il importe qu'aucune action de la Banque ne vienne compromettre sa note AAA ou n'entraîne un appel à des contributions de capitaux supplémentaires. Je me réjouis à cet égard de la proposition de constituer une marge de capital permettant à la Banque de réagir en temps de crise, sans avoir à compter sur un nouvel apport de capitaux de la part de ses actionnaires.

La Suisse accorde par conséquent **son soutien total** au Cadre stratégique et capitalistique 2021-25.

Pendant la période couverte par le prochain CSC, les actionnaires examineront un certain nombre de questions délicates, comme celle d'une éventuelle extension géographique des activités de la Banque. Dans ce contexte, j'aimerais dire une nouvelle fois que la Suisse reste sceptique quant à l'opportunité pour la Banque d'étendre ses activités à l'Afrique subsaharienne.

La force de la BERD tient à la puissance et à la diversité de son actionnariat. Alors que l'Union européenne (UE) débat de l'avenir de l'architecture financière européenne pour le développement et du rôle que devrait y jouer la BERD, il est clair que toute décision concernant la place future de cette dernière au sein du système financier multilatéral appartient exclusivement à ses actionnaires. J'ai donc hâte que les conversations sur cette question se poursuivent.

Les problèmes complexes qui nous attendent exigent un solide leadership, ainsi qu'une étroite collaboration entre les actionnaires, leurs représentants au sein du Conseil d'administration et la direction. Je me réjouis à l'idée de travailler avec le nouveau/la nouvelle Président(e) sur ces questions.

Je rappellerai enfin que l'accomplissement de la mission de cette institution repose entièrement sur le travail et le dévouement de son personnel. Je veux le remercier en particulier pour son engagement, ces derniers mois, afin de satisfaire les besoins en rapide évolution des pays d'opérations de la Banque, ce qui a demandé de longues heures de travail, de l'innovation et l'adoption de nouvelles façons de travailler, dans des circonstances difficiles et très différentes.

Je vous remercie.